

## BankTrack évalue les politiques internes de 45 banques internationales

19 décembre 2007,  
Par Yann Louvel

Le réseau international d'ONG BankTrack, dont les Amis de la Terre sont membres, publie « Mind the gap », un nouveau rapport de référence (1) qui analyse les politiques sociales et environnementales des 45 plus grandes banques du monde. Le secteur bancaire commence à développer de nouvelles politiques de crédit traitant des aspects sociaux et environnementaux de ses activités, mais ce progrès est lent et très mal réparti. De plus, un fossé inquiétant continue de grandir entre l'adoption de politiques contraignantes d'un côté et leur intégration effective dans les pratiques bancaires. Des améliorations significatives sont nécessaires, en particulier pour les grandes banques françaises, très en retard.

Le rapport évalue les politiques de crédit de 45 grandes banques internationales selon trois critères : le contenu des politiques sectorielles, le degré de transparence et de responsabilité, et l'application de ces politiques. Parmi les résultats présentés dans le rapport, les éléments suivants sont particulièrement intéressants :

- \* Seules 4 banques sur 45 ont développé des politiques concernant les secteurs minier, pétrolier et gazier, et ce malgré leur impact désastreux sur l'environnement. BNP-Paribas, Crédit Agricole et Société générale n'ont en aucune ;
- \* 36 banques sur 45 n'ont aucune politique concernant l'agriculture (y compris le Crédit Agricole) ;
- \* Seule HSBC (Royaume-Uni) fait référence à la Commission Mondiale des Barrages, et elle reçoit également la meilleure note pour sa politique sur le secteur forestier ;
- \* Rabobank (Pays-Bas) est la seule banque ayant une politique « correcte » pour le secteur de la pêche ;
- \* Aucune banque n'a développé de politique sur l'évasion fiscale et les paradis fiscaux. Seule BBVA (Espagne) mentionne qu'elle ne soutient pas les activités liées à l'évasion fiscale par ses clients ;
- \* Les engagements plus poussés, en terme de droits humains de Rabobank contrastent clairement avec les politiques souvent vagues et approximatives des autres banques.

Les banques commencent à être conscientes de la nécessité d'élaborer une politique sur le climat, puisque pas moins de 31 banques sur 45 mentionnent leurs politiques ou pratiques dans ce secteur ; malheureusement, la qualité générale de ces informations est faible, manquant d'engagements de réductions des émissions induites. Enfin, 34 banques publient un rapport annuel de développement durable vérifiée par une tierce partie et remplissant les exigences de base de la Global Reporting Initiative et de son supplément pour le secteur des services financiers. La transparence et la responsabilité au niveau des financements de projets reste faible, peu de banques, y compris celles qui ont signé les Principes d'Equateur, fournissant quelque détail que ce soit sur leurs clients et leurs transactions.

« /Pris comme ensemble, « Mind the Gap » dépeint un portrait sombre de l'industrie bancaire/ », déclare Ulrike Lohr, coordonnatrice du projet pour BankTrack. « /Quelques banques montrent clairement la voie à suivre, mais elles sont encore trop nombreuses à rester loin derrière ; il est cependant encourageant que les banques soient de plus en plus conscientes de la nécessité de développer de nouvelles politiques/ ».

« /Concernant les banques françaises (BNP-Paribas, Crédit Agricole et Société générale), la longue liste de projets controversés figurant dans le rapport souligne la nécessité urgente de développer des normes sectorielles, et de les appliquer strictement/ », ajoute Sébastien Godinot, coordinateur des campagnes aux Amis de la Terre. « /Ce rapport met en évidence pour la seconde fois que les banques françaises sont très en retard en terme de normes sectorielles/ ».

« /Le rapport « Mind the gap » est une référence pour mesurer les progrès des banques commerciales et d'investissement sur la voie du développement durable. Les banques devraient prendre ce rapport comme un encouragement à améliorer rapidement leurs pratiques. Les banques peuvent en effet être des agents de changement majeurs. Au contraire, leur implication dans des projets controversés peut se retourner contre elles en terme de réputation/ », conclut Yann Louvel, chargé de campagne Finance privée aux Amis de la Terre.

(1) Rapport disponible en cliquant ici

<[http://www.banktrack.org/doc/File/internal%20documents/current%20working%20documents/0\\_071218%20Mind%20the%20Gap%20final.pdf](http://www.banktrack.org/doc/File/internal%20documents/current%20working%20documents/0_071218%20Mind%20the%20Gap%20final.pdf)>

Caroline Prak - Les Amis de la Terre Tél. : 01 48 51 32 22 / 06 86 41 53 43